

## SOMMAIRE

Editorial 1

Activites  
de la CEC 2-3

Affaires  
Europennes 4-5

Dialogue Social  
Europeen 5

## EDITORIAL

### Dette grecque : la CEC montre une longueur d'avance au Sommet social tripartite.

” Dans la nuit du 26 au 27 octobre, le Conseil européen se réunissait pour une session extraordinaire afin de prendre les décisions nécessaires pour permettre à l'Union européenne de faire face à la crise de la dette souveraine qui menaçait son économie. Appelé par beaucoup «le Sommet de la dernière chance», cette réunion devait sceller un paquet global pour garantir la stabilité de l'Union.

conclusions de ce Sommet restent trop faibles, la CEC constate que le Conseil européen s'engage dans une voie plus réaliste en reconnaissant que seule la solidarité européenne pourra permettre à la Grèce et aux autres pays proche du défaut de paiement de retrouver le chemin de la croissance.

” Les résultats de cette réunion font écho aux demandes présentées par la CEC au Sommet social tripartite plus tôt au cours du mois d'octobre.”



GEORGES LIAROKAPIS / PRESIDENT

Les résultats de cette réunion font écho aux demandes présentées par la CEC au Sommet social tripartite plus tôt au cours du mois d'octobre. Les chefs d'Etat européens ont finalement effacé de moitié la dette grecque et ont convenu de faire appel à des capitaux privés pour doubler le fond de sauvetage de l'Eurozone. Même si pour beaucoup les

La CEC a délibérément inscrit son action dans la démarche d'un consensus européen qui restait à trouver, voire à inventer. La CEC a choisi d'intervenir en temps utiles (Conférence CEC le 7 octobre), à communiquer de façon opportune dix jours plus tard (Sommet social tripartite le 17 octobre), et a contribué de façon certaine à la solution adoptée par le Conseil européen le 27 octobre 2011. La CEC est convaincue que la solution trouvée à la crise grecque à ce stade servira à d'autres pays de la zone Euro confrontés aux mêmes problèmes dans un avenir proche.



# 7 Octobre 2011 : Conférence de la CEC sur les Managers dans une économie en crise



J. CHATZIMARKAKIS, MEMBRE DU PARLEMENT EUROPÉEN

Attachée à l'idée de la construction européenne et consciente des risques pour l'Europe de la crise en Grèce, la CEC a souhaité se rendre sur place pour comprendre et mettre en perspective la crise grecque dans son contexte européen.

## La crise grecque

La Grèce est confrontée à un grave problème de gouvernance. Les parties politiques nationales s'accusent mutuellement de la mauvaise gestion qui a poussé le pays au bord du gouffre. En pratique, ils peinent à introduire des réformes structurelles d'envergure, nécessaires pour assainir l'économie. A cela s'ajoutent des difficultés de communication avec la population, évoquées à plusieurs reprises durant nos échanges. Il y a une profonde remise en question de la crédibilité des messages provenant des politiciens. Pour redonner espoir et insuffler la volonté du changement, il faut d'abord gagner la confiance des citoyens.

« Apportez des changements dans les institutions, et les changements culturels et dans les mentalités suivront » nous a dit Michael Pagidas, Président de l'Association grecque des cadres

supérieurs et dirigeants (ACEO). La Grèce souffre de problèmes structurels : une mauvaise administration publique, de la fraude fiscale, de la corruption, un système de pension coûteux, et surtout l'omniprésence de l'Etat à l'origine de la rigidité des marchés. Le gouvernement et la Troïka n'ont jusqu'à présent pas su prendre les mesures adéquates pour sécuriser la sortie de la crise. Les mesures envisagées se sont essentiellement concentrées sur la réduction du déficit impliquant des politiques d'austérité. A long terme, cette stratégie n'est pas viable. En 2010, la productivité du travail a baissé de 6% en Grèce et les dépenses en investissement ont chuté de 18% au deuxième semestre 2011 comparées aux chiffres de l'année précédente. Le facteur croissance, indispensable pour relancer l'économie, a été complètement perdu de vue. Les prévisions de recettes étaient trop élevées, d'autant plus que le gouvernement grec a privilégié la hausse des taxes aux coupes dans les dépenses. Par rapport à l'objectif pour 2011 de parvenir à un déficit de 7,6%, les dernières estimations annoncent en réalité 8,5%.

Un autre danger menace l'économie grecque : la crise bancaire. Depuis des

années déjà, les banques ont fourni des crédits à bas coût à la Grèce, alors que ces opérations n'étaient pas saines. Les créiteurs avaient forcément connaissance de la réalité derrière les chiffres surévalués qui étaient annoncés.

Néanmoins, la plupart des intervenants ont souligné le potentiel considérable de la Grèce : des ressources énergétiques naturelles en abondance (soleil, vent et eau), des ressources minières encore non exploitées (or et autres métaux), un avantage compétitif dans des secteurs tels que le tourisme, l'énergie ou l'agriculture.

Les managers grecs ont des idées à proposer pour mettre en place des solutions. Pourquoi ne pas les écouter ?

- Il faut passer d'un modèle de consommation à un modèle de production. La Grèce a un problème de compétitivité à régler. Mais pour cela, elle doit pouvoir attirer des investisseurs. Il est urgent d'ouvrir les marchés en éliminant les réglementations inutiles. Le processus de privatisation doit aussi être accéléré.
- Des réformes structurelles doivent être menées. Il y a un besoin d'assainissement des finances publiques et de réformer le système fiscal. Les institutions et les administrations peuvent être réorganisées avec l'introduction de systèmes d'évaluations encourageant la performance et l'efficacité. Le potentiel des régions reste encore à exploiter à travers un processus de décentralisation.
- La tendance chez les jeunes générations grecques est de tenter de construire leur avenir à l'étranger. Dans la course mondiale aux talents, la Grèce doit envisager des stratégies pour attirer ses jeunes diplômés et les inciter à s'investir dans des projets de développement locaux.

Le message est clair : la Grèce a besoin de changement. Mais la crise que traverse actuellement le pays s'est développée en corrélation avec les bouleversements mondiaux qui ont affecté l'économie de toute l'Europe. La Grèce ne peut pas être mise en cause pour tous les maux de l'Europe.

l'Europe était remis en question. L'un des messages fort de la conférence est de repenser la gouvernance de l'Union européenne. A l'heure actuelle, ce sont les marchés qui ont pris le contrôle au point qu'ils menacent la stabilité de plusieurs pays européens. Il est temps d'imposer des



Un chiffre significatif a été rappelé lors de la conférence : la Grèce ne représente que moins de 2% de la dette européenne.

## La crise est aussi européenne

Plusieurs intervenants ont rappelé le projet des pères fondateurs de l'Europe qui après la Seconde guerre mondiale ont cherché à unifier les pays de l'Europe autour d'intérêts communs pour éviter les divisions et les conflits. Aujourd'hui ce projet s'est essoufflé. Les participants à la conférence regrettent que les pays membres de l'Europe aient perdu ce lien de solidarité qui les avait d'abord rassemblés.

Les causes de la crise que traverse l'Europe ont des origines beaucoup plus lointaines et les enjeux sont plus complexes que le problème qui sévit en Grèce. Un élément déclencheur identifié par les intervenants est l'échec du Pacte de stabilité et de croissance. Dès le moment où la France et l'Allemagne n'ont pas respecté l'accord, l'équilibre financier de

réglementations au niveau européen et de garantir la stabilité de l'Union. Mais pour cela, les pays membres de l'Union doivent être prêts à établir une tête commune qui définisse les lois et les sanctions d'une seule voix. Le système de coordination actuel a démontré ses faiblesses et surtout son manque de réactivité dans des situations critiques. Or il est trop tard pour revenir en arrière. Au regard notamment de la zone euro, le coût d'un retour aux monnaies nationales serait encore plus important que le coût du soutien aux pays déficitaires.

## La responsabilité des managers

Les cadres et managers sont ceux qui peuvent montrer l'exemple et inspirer. Ils sont responsables au quotidien de la gestion de crise et savent prendre des décisions rapides pour réagir à des événements inattendus. Dans le contexte actuel, ils doivent soutenir la société et contribuer à demander les changements nécessaires aux gouvernements, aux politiciens et aux décideurs européens.

Les cadres ont une vision d'ensemble des besoins du marché du travail et de l'économie. Ils anticipent les changements et peuvent identifier les manques à venir aussi bien en termes de compétences, que d'investissements. Des synergies pourraient être établies entre les managers et les différents décisionnaires pour mieux préparer les stratégies de relance de l'économie européenne.

La culture du management évolue à travers l'Europe : elle s'ouvre au pluralisme des modèles de management. Les membres de la CEC voient une nouvelle éthique se développer, plus proche d'un management entrepreneurial, demandeuse d'innovation et d'une capacité à réagir rapidement au changement. Dans cette perspective, le potentiel des jeunes générations doit être mieux exploité.

Deux organisations de cadres et managers membres de la CEC sont actives en Grèce : HMA et ACEO. Ces organisations ont des solutions à proposer pour trouver une sortie de la crise en Grèce. Il est regrettable que les décideurs et politiciens Grecs ne soient pas prêts à écouter leurs messages.

## La contribution de la CEC

Faire la synthèse, objectiver les problèmes, faire la part des responsabilités au niveau des pays et au niveau européen et transmettre un message clair lors du Sommet social européen du 17 octobre 2011 (voir article suivant).



# 17 Octobre 2011 : Sommet social tripartite

Le 17 octobre 2011, le Président de la CEC, Georges Liarokapis a participé au Sommet social tripartite d'automne sous la Présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne et en présence du Président du Conseil, M. Van Rompuy et du Président de la Commission européenne M. Barroso. Dans un climat européen difficile, avec la crise de la dette souveraine menaçant plusieurs pays de faillite, M. Liarokapis a présenté les conclusions de la conférence de la CEC « Les Managers dans une économie en crise ».



”Nous avons besoin de plus d'Europe, nous n'avons pas d'autre alternative”

Quels sont les problèmes auxquels la Grèce doit faire face ?

- Les jeunes diplômés grecs quittent le pays pour chercher un avenir ailleurs.
- Les privatisations annoncées n'ont pas encore été amorcées.
- L'État est propriétaire d'un parc immobilier important qui reste inexploité.
- La Grèce manque de principes de gestion sains, mais la voix des managers n'est pas écoutée; les hommes

politiques se réfèrent aux managers comme des technocrates.

- La moyenne des salaires du secteur public est le double de celle du secteur privé.
- Néanmoins, le salaire actuel d'un instituteur en Grèce est de 630 €. Comment un instituteur peut-il vivre avec 630 € par mois dans un pays de la zone euro ? L'éducation est cruciale pour les prochaines générations.
- Dix jours de grève en moyenne, c'est trop.
- Des changements sont nécessaires dans les mentalités, la culture et les institutions.
- La solidarité de l'extérieur se mérite, les attitudes doivent changer.
- Augmenter les impôts en période de récession ne fait que renforcer la récession.
- Le système fiscal en Grèce doit évoluer pour encourager l'investissement.
- Les managers grecs sont motivés pour trouver des solutions et ont des idées sur ce qu'il convient de faire. Pourquoi ne pas les écouter ?

La vision européenne et la responsabilité de l'Union européenne

- Nous avons besoin de plus d'Europe, pas de moins d'Europe.
- Pour préserver la paix, cela passe d'abord par la paix sociale partout dans l'Union.
- Comment les jeunes peuvent-ils croire en l'Europe?
- La Grèce a besoin de conseils techniques et d'une bonne communication pour passer d'un « état de crise » à l'action.
- L'Euro a apporté d'immenses profits aux entreprises et aux Etats.
- Le coût du sauvetage des économies en difficulté comme la Grèce est moins élevé que le coût d'un retour en arrière avant l'Euro.
- Les banques qui ont prêté à la Grèce avaient connaissance de données erronées concernant l'économie grecque, mais les prêts ont continué.
- Les fonds européens devraient se concentrer sur l'économie verte et les projets d'énergie renouvelable. Le

soleil, le vent et les courants marins sont des sources d'énergie disponible toute l'année en Grèce.

- Nous pouvons considérer l'Allemagne comme un modèle, qui a investi dans l'industrie en réduisant les dépenses publiques, avec des syndicats responsables et un plafond de dette dans la constitution.
- L'Allemagne a bénéficié de revenus additionnels sur les deux dernières années grâce à l'accès à un marché libre et la monnaie unique.
- Si l'Union monétaire n'avait pas existé, les bénéfices à l'export de

l'Allemagne auraient probablement souffert d'un DM trop fort.

- L'Europe devrait mettre en place en Grèce un fond de garantie sur les dix prochaines et promouvoir ainsi l'investissement dans des projets d'énergie verte.

La crise à laquelle la Grèce fait face depuis deux ans révèle un problème structurel européen lié à l'Union monétaire. Ceci ne doit pas minimiser les efforts que les Grecs doivent entreprendre, mais la solution ne peut pas uniquement venir de l'intérieur du pays, elle devrait aussi

venir de l'Europe. Nous avons besoin de plus d'Europe, nous n'avons pas d'autre alternative. Si tous les pays de l'Eurozone adoptaient des mesures vers une union stable, notre avenir commun en Europe serait assuré.

En tant que partenaire social responsable, la CEC European Managers ensemble avec les deux organisations grecques, EASE et EEDE, apporte ainsi sa contribution pour sortir de la crise grecque. Nous aurions apprécié que la Commission prête un peu plus d'attention à nos efforts.

## L'Europe fête les 20 ans de la signature du Protocole social



Les 24 et 25 novembre, la conférence «Négociation, consultation et autonomie des partenaires sociaux de l'UE» célébrait les deux décennies du dialogue social européen écoulées depuis l'Accord des partenaires sociaux européens en 1991. Ludger Ramme, Secrétaire général, représentait la CEC à cet événement.

Dans sa déclaration, Ludger Ramme a souligné le fait que le dialogue social a été amorcé avec seulement les partenaires sociaux les plus grands. Il a fallu une longue suite de négociations - jusqu'en 1999 - pour que la CEC soit officiellement admise à participer aux

négociations coté syndicats. Ludger Ramme de déclarer: «Notre accord de coopération avec Eurocadres, sous l'égide de la CES, a été un succès. La CEC continuera à coopérer sur cette base et à exprimer les préoccupations et les positions des cadres».

La conférence organisée à Varsovie (Pologne) en coopération avec la Présidence polonaise, a réuni les partenaires sociaux interprofessionnels et sectoriels au niveau européen et national, ainsi que des représentants des

États membres, des institutions européennes, des universitaires et d'autres acteurs intéressés par le dialogue social et les relations industrielles.

On estime que la moitié de toute la législation sociale communautaire récente est issue des accords entre partenaires sociaux. Pour la CEC, ceci est une raison évidente de continuer de participer et de collaborer avec les autres partenaires sociaux pour un développement harmonieux des relations industrielles de l'UE.



LUDDER RAMME, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL